



Bonjour à tous les délégués à la RAAP, aux membres à vie et aux invités. *Bienvenue à la centième Réunion annuelle de l'Assemblée provinciale.*

Pour nous aider à célébrer en fin de semaine, nous avons quelques invités de partout dans le pays et c'est un honneur pour moi de les accueillir et de leur souhaiter la bienvenue.

De la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, nous avons le président, Mark Ramsankar.

Bienvenue à Dean Ingram, président de l'Association des enseignants de Terre-Neuve et du Labrador, à George Daley, président de l'Association des enseignantes et des enseignants du Nouveau-Brunswick et à Nacho Norm Gould, président de la *Manitoba Teachers' Society*.

De l'AEFO et d'ETFO, ici en Ontario, accueillons nos confrères affiliés, respectivement Rémi Sabourin et Sam Hammond, présidents.

Se joignent à nous pour leur première RAAP, les délégués de l'unité de négociation du PPSE du District 13, Durham, unité qui a adhéré à OSSTF/FEESO l'été dernier et qui négocie actuellement sa première convention collective.

Et en parlant de premières conventions collectives, félicitons les membres de l'unité de négociation du personnel de soutien de l'Université Saint-Paul, dans le District 35, qui ont conclu leur première convention collective à la fin janvier. Félicitations aussi à l'unité de négociation du PPSE du District 16, York catholique, qui a récemment obtenu une première convention. Il leur a fallu cinq tentatives avant de pouvoir tenir un vote de ratification qui n'a pas été annulé en raison des conditions météorologiques. Néanmoins, ils ont persisté!

Avant de donner le coup d'envoi de notre 100^e Réunion annuelle de l'Assemblée provinciale, il est opportun de souligner que, pas plus tard qu'hier, nous avons célébré la Journée internationale des femmes, comme nous le faisons chaque année le 8 mars. C'est bien entendu une journée pendant laquelle nous soulignons les réalisations sociales, politiques et culturelles des femmes, ici au Canada et ailleurs dans le monde. À la pensée de ces accomplissements, il est fort utile de se rappeler que la Journée internationale des femmes était observée, d'une manière ou d'une autre, avant même l'existence d'OSSTF/FEESO.

Il est vrai qu'en tant que société, nous avons fait du très bon travail pour concrétiser les droits des femmes dans les lois, dans les règlements ainsi que dans les conventions collectives. Et, dans l'ensemble, nos tribunaux ont su affirmer ces droits.

Et pourtant, même avec tous ces droits enchâssés dans les lois, plusieurs des inégalités que devaient résoudre ces lois existent encore. La discrimination salariale continue de coûter des milliers de dollars aux femmes chaque année. Les femmes sont toujours défavorisées par des services de garde d'enfants insuffisants. De nombreuses femmes ont à faire face à des agressions sexuelles et à du harcèlement sexuel. Et au sein de nos organes législatifs, de

même que dans le milieu des affaires, les femmes continuent d'être nettement sous-représentées dans les rôles de direction.

Cela en dit long sur l'étendue de ce qui doit encore être accompli. Malgré les avancées sociales, comme le mouvement « moi aussi » et en dépit des percées législatives et politiques, les comportements sexistes et misogynes se perpétuent et, tant qu'on ne confrontera pas ces comportements répugnants sur le plan social et moral qui existent encore et partout, il y aura toujours du travail à faire dans la lutte pour une véritable équité et égalité des femmes.

Alors que nous célébrons notre centième anniversaire cette année, et surtout cette fin de semaine, je crois que nous avons le droit d'être fiers du fait que la lutte en faveur des droits des femmes en milieu de travail figure au premier plan du travail de ce syndicat depuis le tout début, ce qui a donné lieu à la croissance du travail en matière d'équité dont nous pouvons tous être fiers. En réalité, ce n'est peut-être pas exagéré de le revendiquer comme une lutte qui réside dans l'ADN même de la Fédération.

Lors de notre toute première réunion annuelle, Jesse Muir, enseignante à Ottawa, a proposé une résolution demandant à la Fédération d'adopter le principe de l'égalité de salaire pour un travail de valeur égale et de « lutter afin de garantir aux enseignantes le même salaire que celui payé aux hommes pour la même classification d'emploi. » Quand la nouvelle s'est retrouvée dans les journaux le lendemain, cette Fédération, dont la plupart des gens n'avaient pas entendu parler auparavant, est devenue associée, dans l'esprit du public, avec cette idée radicale d'équité salariale pour les femmes.

Jessie Muir n'a pas été la première militante courageuse dans l'histoire d'OSSTF/FEESO. Les 62 enseignants, qui se sont réunis quelques mois auparavant pour créer cette Fédération en décembre 1919, ont réalisé un acte de courage du simple fait d'être présents, comme vous le constaterez dans la vignette vidéo que nous vous présentons maintenant.

Lors de la réunion de fondation en 1919, avec l'élection à l'unanimité de William Michell comme premier président d'OSSTF/FEESO, ces 62 délégués ont placé la barre très haute pour tous ceux qui suivraient. William Michell n'était pas qu'un enseignant et directeur d'école respecté, mais sur le champ de bataille dans le Nord de la France, sans songer à sa propre sécurité, il a mené les hommes sous ses ordres hors des tranchées pour attaquer et neutraliser un nid de mitrailleuses allemandes. Pour cet acte de bravoure exceptionnelle, il a été décoré de la Croix militaire et il est revenu au Canada en célèbre héros de guerre. À ce titre, il était pratiquement irréprochable. Personne n'allait pouvoir accuser le lieutenant-colonel William Michell d'être un agitateur bolchévique.

Bien sûr, il existe tout un monde entre les actes de bravoure du lieutenant-colonel Michell sur le champ de bataille et tout ce qu'on s'attendait des futurs dirigeants d'OSSTF/FEESO. Évidemment, nous ne menons pas nos membres dans une lutte armée contre ceux qui s'opposent à nous. Notre travail est souvent plus difficile et parfois décourageant, mais il est infiniment moins colossal que celui auquel William Michell a été confronté sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale.

Cependant, ce que l'on nous demande d'imiter presque chaque jour dans nos rôles en tant que dirigeants de la Fédération, c'est la détermination et la volonté de prendre une position sans équivoque et de lutter pour ce en quoi nous croyons. Lorsque William Michell est retourné en classe après avoir défendu ses principes et son pays sur les champs de bataille en Europe, il a

porté son attention vers la défense des droits de ses collègues en enseignement et l'intégrité de l'éducation financée à même les deniers publics. Il l'a fait parce qu'il savait que le genre de pays pour lequel il était disposé à se battre, et peut-être mourir, était aussi le genre de pays qui ne peut seulement atteindre son plein potentiel que si l'éducation est une priorité publique.

Cette obligation, de défendre ce qui est juste et bon, se trouve au cœur de chaque lutte que cette Fédération a menée et de tout ce que nous avons réalisé au cours de nos cent ans d'existence.

Bien sûr, il n'y a pas que nos dirigeants qui doivent être empreints de principes et de courage. Tout au long de notre siècle d'histoire, les membres d'OSSTF/FEESO ont combattu au coude-à-coude à maintes reprises.

En fait, depuis des décennies, il a fallu que nos membres mettent leurs moyens d'existence en danger pour la réalisation de nos objectifs collectifs. Ils l'ont fait parce que le personnel enseignant en Ontario ne disposait pas légalement du droit de grève et la seule force notable qu'avaient nos membres lorsque les négociations avec un conseil scolaire n'allaient pas bien était de démissionner *en masse* en pleine année scolaire.

Les membres devaient compter sur les liens de solidarité avec leurs confrères et consœurs au sein de la Fédération pour s'assurer que leurs actions ne leur coûteraient pas leurs emplois. Au début des années 1970, la stratégie des démissions en masse était si bien perfectionnée que le gouvernement de l'époque a déposé deux projets de loi visant à éliminer la position de force que le personnel en éducation avait acquise par l'action collective.

Notre réaction face aux agissements du gouvernement? Une action collective plus grande et meilleure. Le 18 décembre 1973, OSSTF/FEESO et les autres affiliés en éducation ont organisé un arrêt de travail à l'échelle de la province. Plus de 20 000 travailleuses et travailleurs en éducation se sont regroupés au *Maple Leaf Gardens* de Toronto pour un gigantesque rassemblement. Et de là, ils ont marché jusqu'à Queen's Park. Presque toutes les écoles de la province étaient fermées cette journée-là.

C'était une preuve de détermination et de solidarité si impressionnante que les deux projets de loi ont été abandonnés par le gouvernement et sont morts au feuilleton. Le gouvernement a effectivement rencontré les syndicats en éducation de la province et a négocié les dispositions de la *Loi 100*, qui a été adoptée en 1975 et confirmait le droit légal de déclencher la grève pour le personnel enseignant en Ontario.

Douze ans plus tard, en 1987, cette Assemblée a approuvé une modification aux statuts qui aurait un effet durable et positif sur la nature et la spécificité de cette Fédération. Cette modification, qui a été suivie d'un changement de nos lettres patentes, a permis à tous les travailleurs et travailleuses en éducation d'être représentés par OSSTF/FEESO.

La Fédération a poursuivi cette voie non seulement pour consolider ses forces, même si c'était sans contredit l'une des conclusions. C'était, à plus forte raison, un changement qui reconnaissait une communauté d'intérêts intrinsèque, une vision commune et des objectifs communs, entre *tous* les membres de l'équipe en éducation. Il démontrait une prévoyance importante de la part de ceux qui plaidaient en sa faveur. Cela a donné lieu à l'inclusion des membres du personnel de soutien et du PPSE œuvrant tant dans les écoles secondaires

qu'élémentaires et finalement à la représentation des travailleurs en éducation du milieu universitaire et des éducatrices et éducateurs de la petite enfance.

Cette décision, il y a plus de 30 ans, a rendu ultimement OSSTF/FEESO la Fédération telle qu'elle est aujourd'hui, avec la distinction et l'unique perspective d'être le seul syndicat en éducation au Canada qui représente l'ensemble de l'équipe éducative, de la maternelle/jardin au postsecondaire.

Avec cet important changement derrière nous, en 1989, on a une fois de plus fait appel aux membres d'OSSTF/FEESO pour prendre des mesures collectives résolues dans la quête d'une entente équitable avec le gouvernement. Un immense rassemblement de 25 000 membres à Hamilton a abouti à une refonte complète des régimes de retraite des enseignants et à la création du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, accordant au personnel enseignant un partenariat d'égal à égal avec le gouvernement, qui avait auparavant le contrôle total des prestations, des niveaux de cotisations et de la politique de placement.

Plus récemment, d'une manière moins dramatique, mais tout aussi importante, OSSTF/FEESO a joué un rôle déterminant dans la restructuration de la gouvernance du régime d'OMERS pour nos membres du personnel de soutien. Nous sommes bien représentés au sein des sociétés de promotion et d'administration encore aujourd'hui.

Et ensuite, bien entendu, ce fut les années Harris.

Vers la fin des années 1990, la Fédération occupait une place prépondérante dans les « journées d'action » qui ont été entreprises dans l'ensemble du mouvement syndical en Ontario dans le but de contrer l'épouvantable programme antisyndical du gouvernement Harris. Ces mesures n'ont pas empêché tout ce qui se trouvait sur le programme de Mike Harris, mais elles ont freiné la mise en œuvre de sa Révolution du bon sens, de ce fait minimisant les dégâts.

Évidemment, au cours de cette période, l'éducation publique a subi les attaques de la *Loi 160* de Mike Harris. Si vous travaillez dans le système d'éducation publique en Ontario en 1997, la *Loi 160* demeurera fort probablement dans les recoins de votre esprit où sont relégués les souvenirs les plus violents et désagréables.

Si elle n'avait pas été contestée, la *Loi 160* aurait imposé des changements profonds, aucun d'entre eux n'étant apprécié. Mais nous l'avons contesté. Le 27 octobre 1997, les membres d'OSSTF/FEESO se trouvaient parmi les plus de 126 000 travailleuses et travailleurs en éducation qui ont quitté leurs lieux de travail et paralysé tout le système d'éducation pendant deux semaines complètes.

À ce jour encore, c'est le plus important moyen de pression jamais entrepris par les travailleuses et travailleurs en éducation en Amérique du Nord.

Nous n'avons certainement pas obtenu tout ce que nous voulions de ce moyen de pression, mais cela aurait été bien pire si nous n'avions pas résisté. Cette manifestation a démontré à toute une génération de membres de la Fédération le véritable sens et la valeur de la solidarité et de l'action collective. Elle a envoyé un signal au gouvernement Harris et à chaque gouvernement par la suite qui avait à cœur d'apprendre son histoire. Nous nous préparons et si on nous provoque, nous mettrons notre plan en œuvre. Nous réagirons avec autant

d'acharnement que les travailleuses et travailleurs n'ont jamais fait afin de se défendre mutuellement et de défendre les principes fondamentaux d'une société juste.

En tant qu'enseignant relativement nouveau faisant du piquetage à l'extérieur de l'école secondaire Exeter à Ajax, tout comme de nombreux autres membres d'OSSTF/FEESO aux quatre coins de la province, j'ai atteint une compréhension complète et acquis une fierté durable, du rôle de notre syndicat dans la défense de cette institution publique essentielle à laquelle nous sommes profondément ancrés.

Depuis, d'autres gouvernements nous ont confrontés et ont découvert que nous étions plus que des adversaires de taille quand nous sommes forcés de nous opposer à leurs plans. On nous a accusés de nous battre contre tous les gouvernements, quelle que soit leur allégeance politique et c'est vrai. Endossons cette cape et portons-la fièrement. Parce que nous n'avons jamais déclenché ces luttes. Nous n'avons pas attaqué subitement les gouvernements peu méfiants. Non, nous avons réagi quand ils se sont attaqués à nous et à l'éducation financée à même les deniers publics. Et dans chaque situation, qu'il s'agisse de mesures collectives manifestes, de négociation astucieuse ou de recours juridiques comme ceux que nous avons poursuivis avec succès en réaction à la *Loi 115*, nous avons conservé notre longue et fière tradition de réussir à défendre tant les droits de nos membres que l'intégrité de l'éducation publique.

Cela fait maintenant près de neuf mois depuis que ce gouvernement, comme il n'y en a jamais eu auparavant, est arrivé au pouvoir. Il existe déjà, hélas, une longue liste de mesures du gouvernement Ford qui ont une incidence négative sur l'éducation en Ontario. Une des premières décisions prises par le gouvernement a été l'annulation des consultations prévues depuis longtemps concernant l'inclusion du contenu autochtone dans l'ensemble des programmes d'études. Elle aura des conséquences durables et non pas seulement en salle de classe. La décision malavisée du gouvernement de retirer l'Ontario de la *Western Climate Initiative* et du programme d'échanges et de plafonnement aura également un impact direct sur les écoles ontariennes. Un fonds financé par cette initiative d'échanges et de plafonnement aurait fourni 100 millions de dollars pour l'amélioration des installations matérielles des écoles.

Un vendredi après-midi de décembre, le gouvernement a annoncé qu'il sabrait 25 millions de dollars destinés à d'autres programmes d'enseignement, éliminant donc des programmes essentiels pour les jeunes à risque, y compris les élèves autochtones et racialisés.

Nous connaissons tous, évidemment, la décision d'abroger le programme-cadre d'éducation physique et santé de 2015, privilégiant un programme-cadre vieux de 20 ans qui n'apprend rien sur le consentement, la diversité sexuelle et de genre ou sur la sécurité en ligne.

En janvier, le gouvernement a annoncé une réduction de dix pour cent des frais de scolarité pour les étudiantes et étudiants des collèges et universités. Au même moment, il a repensé le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) de sorte que, loin de profiter des avantages tangibles de la réduction des frais de scolarité, ils seront de plus en plus endettés lorsqu'ils obtiendront leur diplôme. Pour comble, les universités ontariennes, déjà victimes du plus faible taux de financement par étudiant au Canada, ne sont pas compensées de la perte de revenus des frais de scolarité. C'est presque un demi-milliard de dollars en perte pour les établissements postsecondaires en Ontario à compter de l'année prochaine et cela touche directement nos membres du milieu universitaire du District 35. Nous avons de bonnes raisons de croire que, lorsque les universités ressentent les tensions financières, elles s'en prennent à nos membres. Pour cette raison, les 60 000 membres d'OSSTF/FEESO

continueront de soutenir fermement les étudiants et les travailleurs des universités, nos membres, sans qui aucune université ne peut être efficace.

Toujours en janvier, la ministre de l'Éducation a annoncé que le gouvernement envisageait le retrait du plafonnement de l'effectif des classes pour les premières années du primaire. Un « Guide de consultation sur l'effectif des classes », publié par le Ministère, fait valoir que « le plafonnement ferme de l'effectif des classes... est coûteux et difficile à gérer pour les conseils scolaires. C'est vrai... « difficile à gérer pour les conseils scolaires ».

Si la Ministre se préoccupe tellement de ce qui est difficile à gérer, elle doit alors parler aux éducateurs de première ligne. Elle doit parler aux éducatrices, au personnel enseignant et aux éducatrices et éducateurs de la petite enfance et à tous ceux qui doivent réellement gérer le milieu d'apprentissage en salle de classe. Ils lui diront de quelle manière fonctionneront les classes avec un plus grand nombre d'élèves. De plus, nos EPE et tous les membres d'OSSTF/FEESO lui diront que rien ne peut remplacer le modèle avec deux éducateurs dans un programme de maternelle/jardin d'enfants à temps plein.

Dernièrement, nous avons vu le fiasco absolu causé par la ministre McLeod en essayant de mettre en œuvre le nouveau Programme ontarien des services en matière d'autisme. Ce qui était une terrible décision, maladroitement mise en place, est devenu un véritable scandale qui abandonnait volontairement les enfants sur les listes d'attente. Encore et encore, nous entendons qu'il n'y a simplement pas assez d'argent pour répondre aux besoins de ces enfants. Assez d'argent? Ça suffit! Il est temps que nous cessions de nous préoccuper de la manière de repartager les recettes du gouvernement. Pour ces enfants, pour tous les enfants ontariens, pour tous ceux qui ont besoin de services sociaux, pour nous tous, nous devons avoir le courage de parler de l'accroissement des revenus. Dans une province prospère qui dépense le moins par habitant pour les programmes sociaux, nous devons faire passer les intérêts des élèves dans notre système scolaire avant l'envie d'accumuler l'argent des entreprises et des mieux nantis.

Et nous ne pouvons pas ignorer le fait que le gouvernement prépare le terrain, grâce à la *Loi 48*, à l'élimination de l'autogouvernance de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. Ce plan était préconisé par les administrateurs eux-mêmes, qui se sont engagés dans une orgie d'abnégation de soi, je suis fier de dire qu'ils ne sont pas ceux d'OSSTF/FEESO. Les administrateurs élus de l'Ordre ont décidé que le personnel enseignant n'est pas digne de la franchise qui les a d'abord élus. Ils se sont dévalorisés et ont insulté la profession qu'ils sont supposés réglementer dans l'intérêt du public.

Ce ne sont que quelques mesures prises par le gouvernement qui ont particulièrement touché le milieu de l'éducation. Les nouvelles des autres milieux ne sont guère plus encourageantes.

Dès le début de son mandat, le gouvernement a prouvé qu'il porte peu d'intérêt à la prise de décisions éclairée lorsqu'il a annulé le projet-pilote portant sur le revenu de base avant que les moindres données n'aient été recueillies. Cette décision était malavisée sur un certain nombre de points, un des aspects pour le moins important étant qu'il rompait sa promesse électorale claire que le programme ne serait pas annulé.

L'abrogation de la *Loi 148*, réforme de la législation en matière de travail attendue de longue date que nous avons finalement obtenue en 2017, et la décision d'annuler la hausse du salaire minimum indiquent clairement l'indifférence du gouvernement par rapport aux problèmes

auxquels sont confrontés les travailleuses et travailleurs ontariens les plus vulnérables et la puissance du lobbying du milieu des affaires dans cette province.

La liste est longue et il est difficile de deviner ce qui pourrait se produire ensuite. C'est difficile parce que la tendance établie de ce gouvernement est d'annoncer ses mesures sans qu'on s'y attende, d'habitude sans consultation préalable auprès des principales parties prenantes. Sauf, bien évidemment, si ces parties prenantes sont la Chambre de commerce ou d'autres organismes étroitement liés aux tendances idéologiques du gouvernement.

Peut-être que les indices les plus proches dont nous disposons quant aux futures mesures concrètes que le gouvernement Ford pourrait envisager par rapport à l'éducation sont contenus dans le rapport que le gouvernement a commandé à *Ernst & Young*. Ce rapport a été annoncé comme étant une vérification ligne par ligne des dépenses du précédent gouvernement libéral et il est nettement calculé pour brosser le portrait le plus sombre possible de la situation financière de la province. Il semble que l'objectif est de justifier les compressions budgétaires sévères.

Il n'est donc pas étonnant que le rapport présente des recommandations marquées par l'austérité qui, si on les applique au milieu scolaire, pourraient avoir d'immenses conséquences tant pour nos membres que pour les élèves avec lesquels nous œuvrons.

Le rapport songe à de « nouvelles ententes » pour le financement des services gouvernementaux, ententes qui fourniraient des fonds directement aux particuliers, qui pourraient ensuite « choisir leurs fournisseurs de service grâce à une forme d'activité sur le marché ». Si ce modèle était mis en place dans le milieu de l'éducation, cela voudrait probablement dire l'adoption d'un système à bon d'études, système qui permettrait aux parents d'utiliser des fonds publics pour avoir accès à des écoles privées, des fonds des contribuables qui ne seraient désormais plus investis dans l'éducation publique.

De plus, nous trouvons que l'annonce des conclusions de l'examen sont conformes à l'objectif avoué du gouvernement de trouver « des gains d'efficacité de l'ordre de quatre cents par dollar ». Cela équivaudrait à une réduction de quatre pour cent du budget provincial. Si on l'applique au budget du ministère de l'Éducation, ce quatre pour cent se traduirait par à peu près un milliard de dollars.

Malgré que le premier ministre a promis de ne pas supprimer d'emplois, il est impossible de calculer de quelle manière le retrait d'un milliard de dollars du système d'éducation n'entraînerait pas de pertes d'emploi importantes chez le personnel en éducation de première ligne, sans parler d'une réduction considérable dans les programmes. Les conséquences sur le système, et sur le milieu d'apprentissage des élèves, seraient désastreuses. Nous en avons constaté le premier exemple alors que le Ministère a averti les conseils scolaires de retarder le recrutement en dépit d'une autre imminente annonce sinistre vendredi après-midi. Cette déclaration nous montre que nous ne devons pas nous laisser distraire de la menace flagrante et immédiate que poserait une atteinte à la dotation.

Nous nous sommes préparés sur plusieurs fronts et je vous en parlerai dans un moment.

Tout d'abord, je tiens à insister sur le fait que, depuis l'élection de juin dernier, nous sommes ouverts à l'instauration d'un dialogue constructif, et continuerons de l'être, avec le gouvernement Ford afin de défendre les meilleurs intérêts de nos membres et un solide

système d'éducation financée à même les deniers publics, de la maternelle/jardin jusqu'au postsecondaire.

Rappelez-vous que nous ne discutons pas avec les décideurs provinciaux parce qu'ils nous plaisent ou que nous aimons leurs idées. Nous leur parlons parce qu'ils doivent entendre *nos* idées. Il faut leur dire, de façon répétée si nécessaire, que le travail que nous accomplissons a une valeur indissociable pour la province qu'ils ont été élus pour gouverner et qu'un système d'éducation public sain, y compris nos établissements postsecondaires, est déterminant pour l'avenir de l'Ontario.

Mais il existe d'autres raisons importantes pour justifier notre approche. Si nous en venons à un long conflit avec ce gouvernement, nous voudrions que cette partie du public, qui peut se laisser persuader, comprenne que nous n'avons pas facilement choisi de nous engager dans une lutte. Nous avons, en réalité, déployé des efforts manifestes pour l'éviter, mais les mesures destructrices des Conservateurs de Doug Ford nous y ont poussés.

De plus, nos membres ont le droit de savoir, avant que nous leur demandions de s'engager dans une bataille avec ce gouvernement, que toutes les autres options ont été épuisées. Car, il faut être réaliste, si nous allons en guerre, il y aura des pertes des deux côtés.

Alors, notre approche, notre volonté à nous engager dans le dialogue, n'en est jamais une de conciliation. Notre approche est de se préparer. Si nous entrons dans un important conflit avec ce gouvernement, nous devons être disposés à livrer une lutte terrible, car nous nous battons pour gagner. Et le gouvernement doit comprendre que s'il veut lutter, si c'est ce qu'il préfère plutôt que le dialogue, il sera amoché dans le processus. Quoi que nous fassions, nous devons inclure une combinaison d'intelligence et de force.

Nous nous préparons aussi à d'autres niveaux. Sur la table devant vous, vous trouverez un court document intitulé « Protection des membres et de l'éducation publique ». Ce document définit les quatre domaines clés de notre stratégie : la recherche, la mobilisation des membres, l'influence du gouvernement ainsi que de l'opinion publique et les partenariats avec les alliés. Sous chacune de ces rubriques générales, vous verrez des mesures spécifiques que nous avons prises pour atteindre ces objectifs. Plusieurs de ces activités ont commencé presque immédiatement après l'élection provinciale en juin dernier. Le document parle également des prochaines étapes de la manière dont nous les envisageons.

L'action sans doute la plus évidente que nous faisons, peu importe le gouvernement, c'est de nous préparer à la négociation. De la façon dont se déroulent les choses, en réalité, la table de négociation centrale pourrait être notre première occasion d'avoir un dialogue de fond avec les représentants du gouvernement Ford sur tous les enjeux partagés.

Nous pouvons formuler des hypothèses bien fondées, mais nous ne pouvons savoir avec certitude à quoi nous attendre du gouvernement à la table de négociation. Par conséquent, nous nous préparons en vue de plusieurs possibilités et, le moment venu, nous serons prêts à recourir aux stratégies les plus efficaces compte tenu des situations.

Ce que nous savons, c'est que tout au long du processus de négociation, nous nous appliquerons à répondre aux besoins des membres d'OSSTF/FEESO. Dès les visites de l'Exécutif provincial dans les lieux de travail aux quatre coins de la province l'an dernier, nous nous sommes engagés à acquérir une connaissance plus approfondie des priorités des

membres. Au fur et à mesure que nous approchons des négociations, nous aurons recours à des groupes de discussion pour mieux comprendre et peaufiner ce que nous avons appris à travers nos sondages sur les priorités.

Peu importe ce que le gouvernement présente à la table de négociation, nous n'accepterons tout simplement pas le principe que nos membres doivent se sacrifier pour aider à financer les baisses d'impôt pour les sociétés et les autres politiques centrées sur l'idéologie qui ne servent qu'à affaiblir les sources de revenus de la province.

Le nouveau Comité des services de protection joue aussi un rôle important, non seulement pour accentuer la voix des dirigeants locaux, mais pour acquérir des compétences à l'échelon local. L'engagement actif des dirigeants locaux et des membres locaux est primordial pas seulement pour la présente ronde de négociation, mais pour la solidité future de la Fédération.

Nous nous préparons aussi pour toute démarche de la part du gouvernement vers un système d'écoles à bons d'études ou à charte. Une délégation des membres de l'Exécutif provincial et du personnel du Bureau provincial a rencontré pendant deux jours en décembre des acteurs clés de l'*American Federation of Teachers* afin de nous inspirer de leur expérience, tant pour avoir réussi à lutter contre la privatisation que de leurs erreurs au début. Nous continuons à élaborer une stratégie détaillée visant à défendre l'éducation publique en Ontario, si le gouvernement prend cette direction.

En novembre et à nouveau en janvier, comme bon nombre d'entre vous le savent, nous avons rassemblé les dirigeants locaux et les agents d'action politique à Toronto.

La rencontre de novembre a servi principalement à évaluer dans quelle mesure les membres étaient impliqués dans la situation politique actuelle. Il nous fallait entendre des dirigeants locaux ce qu'ils croyaient être les perceptions de leurs membres quant aux menaces possibles que pourrait poser le gouvernement actuel. Et nous devions parler de stratégies pour faire participer les membres qui ne prêtaient pas encore attention ou qui ne prenaient pas au sérieux les menaces.

Lors de la rencontre de janvier, nous avons abordé des stratégies spécifiques. Le personnel provincial a présenté des ateliers sur l'engagement des membres et les stratégies de communication, l'organisation de rassemblements et le lobbying auprès des politiciens locaux. Nous avons entamé la planification concrète des rassemblements d'information extrêmement réussis qui se sont déroulés sans problèmes dans plusieurs districts le ou vers le 7 février, aux bureaux des députés provinciaux partout dans la province.

Ces rassemblements constituent une étape importante pour quelques raisons précises. Oui, il était primordial pour nous de transmettre un message clair, avant que le gouvernement prépare son budget, que des réductions touchant les travailleuses et travailleurs en éducation de première ligne ne seront pas acceptables, car des réductions de cette nature auront aussi une incidence négative sur les élèves de cette province.

Mais les rassemblements étaient aussi une étape importante pour faire prendre conscience à nos propres membres que ce n'est pas le moment d'être complaisants.

Cette conscientisation est essentielle car, franchement, une baisse de vigilance de la part de nos membres représenterait une menace toute aussi dangereuse que les mesures potentielles

prises par le gouvernement. Nous savons que si et quand les initiatives du gouvernement commenceront à représenter une menace accrue pour les intérêts de nos membres, la bataille qui s'ensuivra ne sera pas remportée par l'Exécutif provincial ou par le personnel de Mobile Drive ou même par les milliers de dirigeants et de militants qui sont assis dans cette salle ce matin. Une salle, même de la taille de celle-ci, remplie de dirigeants et de militants, ne suffira pas à défendre les intérêts de nos membres devant un gouvernement qui n'apprécie tout simplement pas ce que nous faisons. Un gouvernement, en fait, dont les assises politiques aiment une bonne preuve de mépris populiste pour exactement le genre de professionnalisme et d'expertise que nos membres apportent chaque jour lorsqu'ils se rendent au travail. En tant que dirigeants syndicaux, nous avons peu de popularité auprès du public et moins auprès de Doug Ford et de son gouvernement.

Avant de livrer une véritable bataille avec ce gouvernement, nous devons veiller à ce que chacun de nos membres y soit préparé. Il incombera à chaque dirigeant local dans cette salle de s'assurer que ses membres comprennent, bien à l'avance, les dommages importants qu'un gouvernement comme celui-ci peut provoquer, non seulement à leurs conditions de travail, mais à l'ensemble du système d'éducation financé à même les deniers publics.

Je préférerais donc qu'une telle lutte avec le gouvernement ne se concrétise jamais. Nous pouvons souhaiter que l'annonce concernant les Subventions pour les besoins des élèves, que nous attendons bientôt, ne contienne pas de mauvaises surprises.

Ce serait merveilleux si le budget provincial, que nous attendons probablement au début d'avril, ne contenait pas des mesures qui affecteront négativement nos membres, ou nos élèves ou l'intégrité de l'éducation publique.

Et j'oserais espérer que quand nous nous retrouverons à la table de négociation plus tard cette année, nous serons en mesure de nous engager dans des négociations véritables et respectueuses et de trouver les moyens de conclure une entente équitable.

Ce sont bien des choses que nous souhaitons. Et nous continuerons d'espérer, mais tout en sachant qu'il existe une grande différence entre espérer quelque chose et miser sur quelque chose d'acquis.

Le seul facteur sur lequel nous pouvons compter, c'est la détermination et la solidarité de nos membres. Le moment venu de livrer combat, il ne suffira pas que je prenne position ou que l'Exécutif provincial prenne position ou même que chaque dirigeant local prenne position. Ce sera aux membres de prendre position et je n'ai aucun doute qu'ils le feront. Parce que nous avons pu constater à maintes reprises que lorsque l'éducation publique est compromise ou lorsque le travail indispensable que nous accomplissons dans les écoles et les universités de cette province est menacé, pratiquement tous les membres d'OSSTF/FEESO deviennent des militants. Il en a toujours été ainsi dans cette Fédération depuis la toute première réunion il y a 100 ans.

Ce sont les membres qui sont venus pour prendre position afin de remporter le droit de négocier et le droit de grève. Ce sont les membres qui ont convergé par milliers pour exiger une voix au chapitre dans leur régime de retraite. Et ce sont les membres qui sont venus par dizaines de milliers pour s'opposer à Mike Harris et à sa loi répugnante contre l'éducation. Et année après année, les membres ont fait front commun, pas seulement dans les luttes à l'échelle de la province, mais aussi pour appuyer des unités de négociation individuelles dans

leurs luttes. Le poids de 60 000 personnes derrière une seule unité de négociation en conflit avec l'employeur a souvent suffi à inverser la tendance en notre faveur.

Donc, si nous devons affronter le gouvernement actuel, ce seront aussi les membres qui prendront en charge cette bataille. Et quand la bataille sera gagnée, la victoire ne m'appartiendra pas, ni aux personnes sur cette tribune. Elle appartiendra à chacun des membres de cette Fédération.

Nous avons beaucoup à célébrer ce week-end. Notre histoire est longue et elle est fière. C'est une histoire ponctuée de grandes réalisations et de victoires remarquables ainsi que d'un ou deux cas inévitables qui auraient pu mieux se passer. Ce n'est pas grave, car le point culminant de l'histoire, ce n'est pas simplement de nous donner quelque chose à célébrer, mais aussi de quoi tirer des leçons.

Mais surtout, je pense que l'histoire d'OSSTF/FEESO nous donne de l'inspiration. Elle nous dit que nous nous sommes, sans cesse depuis cent ans, montrés à la hauteur de notre devise : *Ne pensons pas à nos intérêts individuels, mais plutôt à nous entraider.*

Elle nous dit que nous avons toujours, *toujours* respecté notre engagement exprimé de protéger et d'améliorer l'éducation publique. Que, lorsque nous faisons avancer les intérêts de nos membres par la négociation collective, nous faisons inmanquablement avancer la qualité de l'éducation. Et que cela se produit parce que nos membres insistent pour que nous négociions pour leur aptitude à faire le maximum pour les élèves avec lesquels ils travaillent.

Normalement, notre rôle de veiller à ce que les élèves de la maternelle/jardin jusqu'à l'université obtiennent la meilleure éducation possible se déroule dans nos salles de classe, nos bureaux et lieux de travail. Mais, de temps à autre, la défense du système d'éducation financé à même les deniers publics doit être menée à *Queen's Park* ou sur leur terrain, devant nos lieux de travail et dans la rue. Si cela est nécessaire, nous ne nous soustrairons pas à notre responsabilité de nous défendre ainsi que cette institution publique la plus importante.

Ce que notre histoire nous dévoile surtout, c'est que toutes les grandes réalisations de cette Fédération pendant plus d'un siècle l'ont été par des personnes qui nous ressemblent plus ou moins, des travailleuses et travailleurs en éducation qui sont fiers de leur travail, fiers du rôle primordial que joue l'éducation publique dans la vie de leurs collectivités et de leur province et sont disposés à converger et à agir collectivement à la défense de ce travail lorsqu'il est attaqué. C'est ce que nous avons fait depuis cent ans et que nous continuerons pendant les décennies futures.

Je vous remercie et vous souhaite une excellente centième RAAP!